

« Des écoles font le job, d'autres juste du business »

À l'échelle nationale, de plus en plus de voix s'élèvent contre les dérives des écoles privées. Caen, ville sur le devant de la scène s'agissant de l'essor de l'enseignement supérieur, n'y échappe pas.

1 2 3 4 5

« **Toutes les écoles ne se valent pas** », pose Grégory Simon. Il est le vice-président de l'université de Caen en charge de l'orientation, de l'insertion et des réussites plurielles. Du bâtiment B de l'université, il a pleine vue sur le Campus 1, sur les étudiants et étudiantes qui ont choisi le public, pouvant être perdus par moments, mais aussi sur celles et ceux qui déboulent dans l'Espace orientation insertion (EOI), « **décus de leur formation dans le privé** ».

« **Il y a des schémas qui reviennent souvent : le niveau des cours, des formateurs qui ne sont pas des enseignants...** » mentionne-t-il. Devant une classe, « **ce n'est pas parce qu'on est appelé comme intervenant, en tant que professionnel, qu'on est pédagogue** », estime Grégory Simon.

Dans ce qu'un observateur appelle les « **boîtes à alternants** », « **le turn-over est énorme** », dénonce par ailleurs un formateur actif. Un autre, intervenant caennais indépendant, passé dans plusieurs instituts, témoigne : « **On fait tout pour mener les jeunes vers la réussite. Nous, on ne les voit pas comme des clients.** » « **Il y a des plus et des moins dans chaque centre** », nuance-t-il aussi. Mais dans les alertes à noter, « **un turn-over constant dans les équipes, c'est qu'il y a un problème** », abonde celui qui s'étonne du nombre aussi croissant d'organismes qui forment... à être formateur. « **C'est vertueux, tu formes tes propres collaborateurs. Derrière, le secteur est concurrentiel même pour les formateurs.** »

« Pour ouvrir des portes normalement fermées »

Dans sa réponse à un appel à témoignage lancé cette année par *Ouest-France*, un étudiant passé dans deux établissements de l'enseignement supérieur privé à but lucratif (toujours bien actifs sur la place caennaise) retient pour sa part ceci : « **On paye une certaine somme mais la qualité n'est pas là. Cela nous est arrivé d'avoir des profs qui ne connaissaient pas la**

matière. » Au global, le trentenaire regrette ces « **diplômes plus donnés que mérités** ».

Une satisfaction ? « **Le fait d'avoir fait de l'alternance. C'est ce qui m'a permis de vite trouver une entreprise derrière. Oui, c'est la force des écoles comme celles-là** », à la croissance décuplée ces dernières années. Mais aujourd'hui, « **quand je regarde un CV, l'école ne m'intéresse pas**, témoigne ce même Caennais œuvrant dans les ressources humaines. **Une personne qui a fait une école de commerce et une autre sans diplôme particulier ne passera pas prioritairement.** »

À l'inverse, Clémence, 20 ans, actuellement étudiante dans l'un des bachelors en développement commercial à Caen, ne tarit pas d'éloges. Non seulement son école « **propose tout type de formations** », mais c'est aussi « **intéressant de ne pas avoir eu à passer par Parcoursup, qui est une vraie galère** ». Elle apprécie l'approche des intervenants : « **Ils ont un réel métier à côté** », cela permet « **de recueillir de l'expérience par ce biais-là** », en plus des temps en entreprises.

Adam, autre jeune ayant répondu à notre appel à témoignages, sort tout juste de ce privé qui a le mérite, moyennant finances ou financements par les aides de l'apprentissage, « **d'ouvrir des portes normalement fermées** », salue-t-il, en reconnaissant qu'« **au moment de partir en études supérieures, [son] dossier n'était pas le meilleur** ».

RNCP, Qualiopi...

François Plantard, consultant associé du cabinet Latitude, est au fait des évolutions dans l'enseignement supérieur, menant des missions dans plusieurs grandes villes, dont Caen. Il reconnaît aux établissements qui misent sur l'alternance leur capacité à répondre « **à des jeunes pour qui le modèle universitaire ne convient pas, ayant besoin de plus de pratique et de moins de théorie. Elles [les écoles] ont du sens pour cela. Mais on ne va pas se mentir : certaines font bien le boulot, d'autres font juste du business.** »

On en vient, toujours, à les regarder par le prisme de leur fonctionnement et de leurs financements, avec, parmi les produits d'appel, la gratuité des études en passant par l'alternance et la promesse d'un diplôme. « **Or**, tance Anne-Sophie Courtier, directrice générale de l'EM Normandie, **ces centres de formations délivrent des titres du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), pas des diplômes. Ils ont la reconnaissance du ministère du Travail.** » « **Et ces titres, des écoles les louent parfois à d'autres établissements** », ajoute la patronne de la business school.

Labellisé Établissement d'enseignement supérieur privé d'intérêt général (EESPIG) par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, l'EM Normandie aussi membre de la Conférence des grandes écoles, signataire d'une tribune ce printemps, dénonce des « dé

Commerce des grandes écoles, signataire d'une tribune, ce printemps, dénonçant des « **dérives qui nuisent à l'image de l'enseignement supérieur français** ».

Plus exactement, s'agissant des titres, dans les grilles de ces écoles privées à but lucratif, le **BTS** (bac + 2) – reconnu comme diplôme d'État par le ministre de l'Enseignement supérieur – est mis au même plan que les bien plus nombreux bachelors (bac + 3) et masters (bac + 5), qui jouent eux-mêmes sur la confusion avec les masters universitaires, reconnus.

Jamais très loin, mis en avant aussi sur les plaquettes et les sites web : Qualiopi, la marque de certification qualité des prestataires de formation. « **Ce n'est pas une reconnaissance, c'est une certification** », insiste la patronne de l'EM Normandie. Celle-ci est d'ailleurs obligatoire pour décrocher des financements et n'a pas pour but de traduire une analyse approfondie des enseignements prodigués.

« Éliminer les formations trop légères »

Un acteur de la formation privée à Caen se souvient du passage d'une auditrice dans l'un de ses anciens établissements, avec des manquements pointés. « **De notre côté, on prenait les critères, on modifiait des choses pour que ça passe. Et derrière, c'est valable trois ans...** » souffle-t-il. Il ajoute, critique sur la massification de l'alternance : « **Quand on fait de la quantité, on ne peut pas faire de la qualité.** » En ce sens, au sommet de l'État, des nouveaux agréments et un « **Qualiopi +** » sont envisagés.

« **Il faut éliminer les formations trop légères et nous travaillons à cela avec le ministère du Travail, en révisant le label Qualiopi** », exprimait le ministre de l'Enseignement supérieur, Philippe Baptiste, le 13 mai, au Sénat, conscient des dérives.

Et diplômes ou titres RNCP en poche pour les apprenants, *quid* de l'insertion sur le marché du travail ? « **Le diplôme, ils vont l'avoir, on est là pour cela. La clé, c'est l'insertion professionnelle** », répond une cadre dans une école à but lucratif de l'agglomération de Caen, interrogée sur l'ouverture récente d'un cursus censé former à un métier pour lequel les recrutements sont notoirement très faibles.

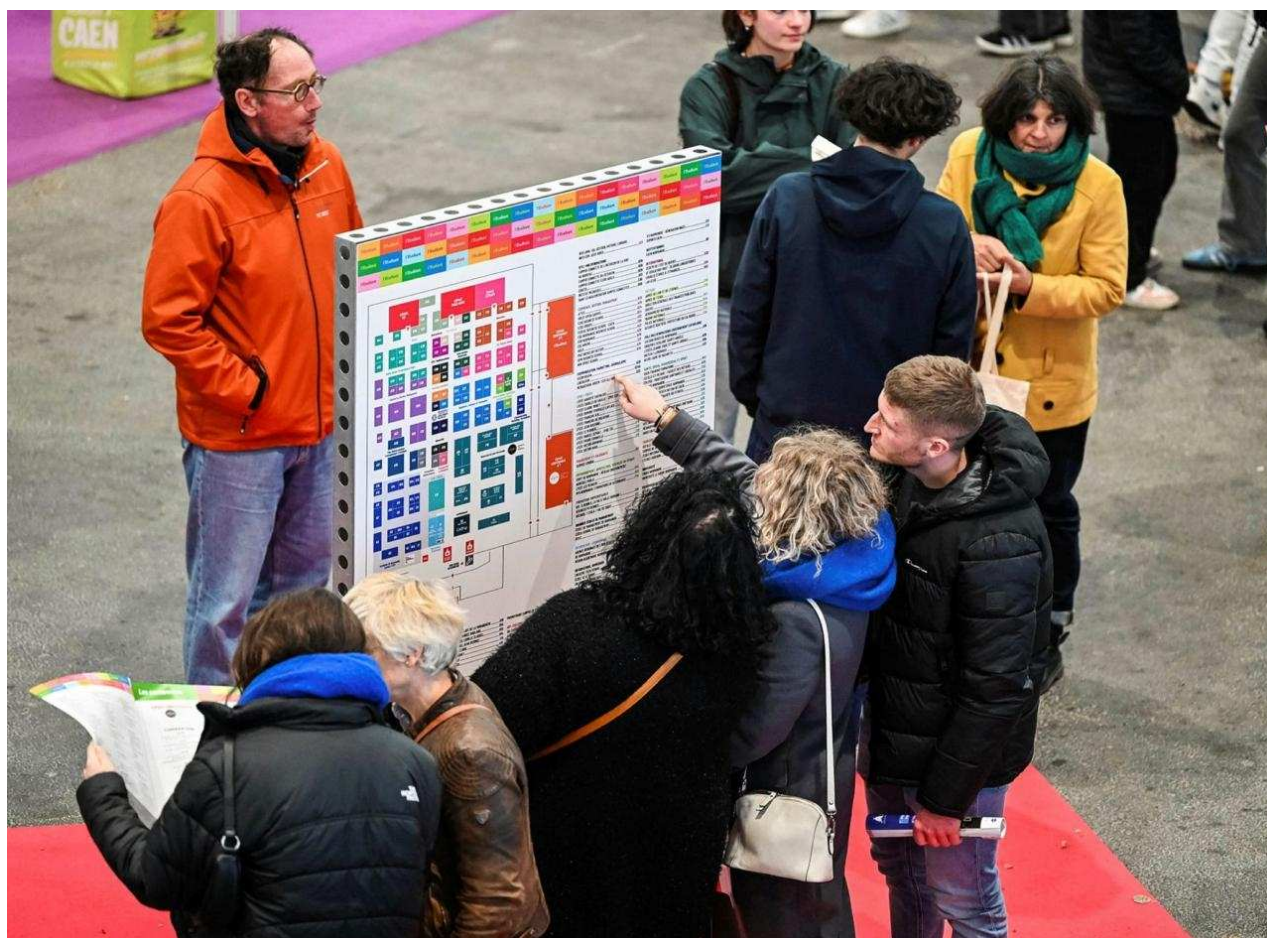
L'important, c'est « **d'aller péter les plafonds de verre, pousser des portes, se mettre en mouvement, se faire son réseau. Parce que quoi qu'on fasse, pour un métier passion, on vous dira que c'est bondé** », ajoute-t-on à la tête de ce centre de formation.

« **Du jour au lendemain, des écoles changent leur grille de formations. On est là sur une adaptation au rythme de la communication, pas sur du travail de fond** », observe Lamri Adoui, président de l'université de Caen. Marketing, management du sport, évènementiel... On ne compte plus les formations dans ces domaines dans le privé. « **Mais même pour trouver une**

compte plus les formations dans ces domaines dans le privé. « **mais même pour trouver une alternance, c'est bouché dans ces domaines,** dénonce Grégory Simon. **Alors imaginez pour trouver un emploi derrière.** »

C'est aussi cela – au-delà « **des ordinateurs Apple très visibles dans des locaux instagrammables** », parvient à ironiser un cadre du supérieur privé lucratif – qui pourrait être attendu d'une école qui fait le job, « **sans surpromesse** ».

Kevin VERGER.



« Si les choses étaient dites proprement, clairement, à la limite, par les écoles de l'enseignement privé lucratif... Sans jouer sur les peurs auprès des jeunes et des têtes grises qui les accompagnent dans les salons étudiants. Mais ce n'est pas le cas ! » regrette un formateur caennais du supérieur. Mathis Harpham, Ouest-France